

LA PEUR...

A l'instar de ce que fait la peur sur le corps humain, la peur peut dérégler son métabolisme et créer ainsi toutes sortes de désordres. Le Burundi a peur : la population, les acteurs politiques, qu'ils soient de l'opposition ou du pouvoir, les forces de sécurité.

Les mots, les rumeurs, rien n'est laissé au hasard pour faire peur : Rwasa Agathon et/ou Radjabu Hussein seraient en fuite pour les uns, et pour les autres il y aurait un plan de les assassiner, ou alors le chef du FNL » se serait désolidarisé de l'alliance ». On lit des mots affreux « le Burundi s'achemine vers un nouveau conflit (Burundi news) » par les uns, ou « déterminés à mettre le pays à feu et à sang comme moyens d'enterrer la jeune démocratie » (abarundi.bi) ; « risque d'affrontement qui embraserait le pays et la région » (Burundi transparence) pour ne citer que ces quelques exemples.

La communauté africaine par la voix du secrétaire général de l'union africaine fait appel à la sagesse de la classe politique burundaise afin qu'elle » s'abstienne de ramener son pays dans les affres du passé ». On parle même d'une éventuelle prochaine mission de médiation conduite par le président de la Zambie.

Comme si cette sauce n'était pas suffisamment épicée, le général ministre en charge de la défense de ce petit pays aux milles collines monte aux créneaux : il demande à la population d' « éviter de tomber dans les pièges des politiciens », mais n'exclut pas l'éventualité de la voie armée en déclarant que « la guerre est une solution qui ne doit être envisagée que quand tous les recours s'avèrent impossibles ». Au même moment, nous apprenons que les militaires et policiers seraient enragés parce qu'ils n'ont pas touché leur solde durant 2 mois.

Le Gouvernement non plus ne calme pas le jeu avec conviction : pas un mot du Père de la Nation, la CENI qui devait calmer les tensions s'étant disqualifiée d'elle-même. Tout ce que le porte parole du gouvernement trouve de mieux à dire, c'est de « demander à la justice toute la célérité voulue et si nécessaire, que les dossiers liés aux assassinats soient jugés toutes **affaires cessantes** » et publier les jugements. Hum !!! Hum !!! Hum !!!! Intéressant : la justice attendait ainsi

l'ordre de gouvernement pour juger avec célérité, elle qui a pris tellement de temps pour juger les cas d'assassinats de Muyinga, de Manirumva Ernest, de Kinama, Kamenge, Makamba,...etc. Pour le Gouvernement, il y a des assassinats qui méritent d'être jugés « **toutes affaires cessantes** » et d'autres qui peuvent dormir dans les tiroirs à jamais. Ainsi, au lieu d'apaiser, le gouvernement aggrave les tensions et la peur dans les cœurs des burundais : personne ne sait d'avance qui sera désigné demain pour être jugée « toutes affaires cessantes ». La population interprète alors comme un ordre que le gouvernement vient de lancer pour lyncher les opposants, à travers la justice, corps qui est devenu un instrument du pouvoir.

Qu'est ce qui justifie cette peur ? La conscience d'une profonde frustration des votants, des acteurs politiques, des élus, qui résulte de la mauvaise gestion et de l'incompétence et du manque de partialité de la CENI lors des élections communales. Cette frustration a besoin d'être canalisée, d'être encadrée si on veut éviter des dérapages. La fierté des burundais est une valeur culturelle tellement profonde que si elle est bafouée, elle peut engendrer des réactions incontrôlées. Cette frustration est le résultat de la combinaison des tricheries du pouvoir, de l'arrogance de la CENI, couronnée par l'humiliation par le représentant de l'Union Européenne qui s'est empressé de reconnaître des résultats truqués.

Le Royaume de Belgique vient d'envoyer encore une fois un groupe de parlementaires qui se bombent fièrement la poitrine d'être « toutes tendances confondues » (enfin les belges pourront s'entendre quand il s'agira de couvrir les tricheries au Burundi). Les burundais devraient refuser le rapport de ces « observateurs » qui ne tarderont pas de se dénommer « communauté internationale ». Si elle ne se corrige pas, la Belgique aura contribué à attiser ces tensions (ce ne sera pas la première fois), et à alimenter cette peur. Dieu seul sait de quoi est capable un peuple qui a peur.

Qui a intérêt à entretenir cette peur ? Qui a intérêt à ce que des désordres qui peuvent en découler aient lieu ? Les burundais ne tarderont pas à le savoir.

Maintenant les yeux sont braqués sur l'alliance de l'opposition, particulièrement sur Rwaswa : les uns fantasment sur lui, d'autres spéculent, d'autres manipulent la

population. Que Rwasa ou quelqu'un d'autre retourne aux violences ou pas, le problème se trouve ailleurs : comment peut-on en arriver là ? Pourquoi un problème qui aurait pu être résolu par le simple limogeage du bureau de la CENI peut-il amener le pays au bord du gouffre ? Qui a intérêt au pourrissement ?

Les frustrations engendrent souvent des réactions violentes. Des burundais, dont ceux-là qui le font aux autres, ont fait le maquis pendant plus de 10 ans à cause de ces mêmes frustrations. Qui a intérêt à ce que le Burundi brûle ? Pourquoi ce silence qui frise l'indifférence du Père de la Nation devant des pleurs, des blessés et des morts ?

Si la communauté extérieure au Burundi (régionale ou internationale) veut aider le Burundi, elle devrait commencer par elle-même, car elle est à l'origine de ces frustrations. Encore une fois, nous répétons : Nkurunziza Pierre, sans le soutien de ceux qui se sont nommés « communauté internationale » n'aurait pas continué à narguer les burundais de la sorte. Mais elle ne tardera pas à comprendre qu'elle s'est trompée.